

MINEMBWE 2017-2026: L'IMPLICATION BURUNDAISE AU CŒUR DES INTERROGATIONS, ALORS QUE BUJUMBURA PREND LA TÊTE DE L'UA

Par Bigina Mfashingabo

Le citoyen du monde !

Introduction: Le paradoxe de février 2026.

Le 14 février 2026, Bujumbura hérite de la présidence en exercice de l'Union Africaine. L'UA, dont le 4^e principe fondateur est "**le respect des frontières héritées de la colonisation**" et "**le règlement pacifique des conflits**".

Au même moment, à plus de 300 km de là, les Hauts-Plateaux du Sud-Kivu, autour de Minembwe, restent l'un des épicentres de violence les plus actifs de la RDC. Pour les populations civiles Banyamulenge, la coïncidence pose une question simple : peut-on garantir la paix sur le continent quand la guerre continue à la maison ?

1. Minembwe 2017-2026 : Neuf ans de cycles de violence

Minembwe n'est pas une zone de guerre nouvelle. Mais depuis 2017, l'intensité a changé.

Les faits documentés : Selon les rapports du Groupe d'Experts de l'ONU, de Human Rights Watch et de MSF, la période 2017-2026 est marquée par :

1. Des attaques systématiques de tous les villages des Banyamulenge de Minembwe à Rurambo.
2. Des bilans civils lourds: Exécutions , maisons brûlées, bétail pillé.
3. Une crise humanitaire: Plus de 200.000 déplacés internes selon l'OCHA depuis 2017 dans les territoires de Fizi, Uvira et Mwenga.

Sur le terrain, deux logiques s'affrontent. Kinshasa et Bujumbura présentent l'opération comme une "**Lutte antiterroriste**" contre le **RED-Tabara, groupe armé burundais actif dans la zone. Les organisations de la société civile Banyamulenge parlent, elles, de "massacres ciblés"** contre des civils.

2. L'implication burundaise: Accords bilatéraux et questions

Le Burundi ne cache pas son engagement militaire en RDC. Depuis 2022, des contingents de la Force de Défense Nationale du Burundi, FDN, sont déployés au Sud-Kivu, en appui aux FARDC.

La position officielle de Bujumbura: Il s'agit d'éradiquer le RED-Tabara, considéré comme une menace à la sécurité nationale burundaise, dans le cadre d'accords de coopération militaire signés avec Kinshasa.

Les interrogations sur le terrain: Plusieurs rapports d'ONG et témoignages recueillis par l'ONU pointent des exactions commises lors de ces opérations conjointes. Les mêmes rapports appellent à des enquêtes indépendantes et impartiales sur toutes les violations, quel que soit l'auteur, qu'il s'agisse de groupes armés ou de forces régulières et leurs alliés.

C'est ce point qui crée la tension : la présence de militaires burundais est légale sur papier, mais ses conséquences humanitaires restent contestées par les communautés locales.

3. L'UA au volant: Crédibilité et devoir d'exemplarité

L'Union Africaine se veut le garant de "Silence the Guns by 2030" (faire taire les armes d'ici 2030) . Sa présidence tournante est autant symbolique qu'opérationnelle.

Le symbole: Voir un pays militairement engagé dans une zone où des civils sont tués et déplacés prendre la tête de l'institution chargée de la paix crée un malaise. Pour les déplacés de Minembwe, l'image est celle d'un "**juge et partie**".

Le devoir: Cette présidence est aussi une opportunité. L'UA dispose de mécanismes : Conseil de Paix et de Sécurité, Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, Groupe d'Experts. La communauté Banyamulenge attend que ces mécanismes soient activés pour Minembwe, comme ils l'ont été pour d'autres crises sur le continent.

Conclusion: De la présidence à la responsabilité

Le Burundi à la tête de l'UA en 2026 n'est pas un problème en soi. C'est le tour normal de l'institution. Le problème est Minembwe.

Les Banyamulenge ne demandent pas la démission d'un Chef d'État. Ils demandent l'application des principes de l'UA chez eux :

1. Protection des civils, sans distinction ethnique.
2. Enquêtes indépendantes sur les massacres documentés depuis 2017 à ce jour et la responsabilité de l'armée burundaise.
3. Retour sécurisé des déplacés et restauration de l'autorité de l'État, et non des armes.

66 ans après l'indépendance de la RDC, l'Afrique ne peut plus accepter qu'une communauté soit prise au piège d'une guerre qu'elle n'a pas choisie. La présidence burundaise de l'UA sera jugée sur sa capacité à répondre à cette attente.

SOURCES :

Groupe d'Experts ONU, HRW, MSF, OCHA